

## Conseil européen de Bruxelles

♦ Le Conseil européen des 16 et 17 octobre dernier, a été très prudent, sinon frileux.

Dans ses conclusions, il "a rappelé qu'il soutenait l'approche et le calendrier présentés par la présidence" pour la Conférence intergouvernementale et "invité les ministres à poursuivre activement les discussions au niveau politique", mais il ne semble pas que les débats et différends sur le projet de traité constitutionnel se soient apaisés pour autant. Sur le volet économique, il souhaite que "des décisions puissent être prises lors du Conseil des 12 et 13 décembre prochains" afin de relancer la croissance en Europe "dans le contexte de la stratégie de Lisbonne". Par ailleurs, il "attend avec intérêt le rapport que la task force sur l'emploi [...] doit soumettre à la Commission et approuve la proposition de convoquer un Sommet social extraordinaire en décembre, qui tiendra un débat préliminaire sur le suivi qu'il convient de donner à ce rapport" (voir bulletin 127). Il a également invité la Commission "à mener une réflexion sur la stratégie de l'UE [...] et à étudier avec les principaux acteurs de l'OMC, la possibilité de faire avancer l'Agenda de Doha".

♦ Selon une coutume récemment établie, le Conseil européen a été précédé par un Sommet inter-institutionnel informel réunissant les présidents du Conseil, du Parlement européen et de la Commission.

## Transports

♦ **Conseil transports** du 9 octobre dernier : il s'est prononcé, notamment, sur :

- le transport maritime : le Conseil a dégagé une orientation commune sur la proposition de règlement transposant en droit communautaire les nouvelles règles de sûreté de l'Organisation maritime internationale. Cette orientation porte sur le champ d'application, le système d'information et la procédure pour introduire les futurs amendements dans le droit communautaire (comitologie ou codécision). En ce qui concerne l'instauration de sanctions pénales, et non simplement civiles, à l'encontre des personnes physiques responsables de pollutions maritimes (volontaires ou accidentelles), une majorité d'Etat membres s'est prononcée pour, mais il y a eu désaccord sur la base juridique : le troisième pilier de l'Union (justice et affaires intérieures) qui appelle des décisions prises à l'unanimité, ou une décision cadre laissant place à la subsidiarité pour son application.

- les réseaux transeuropéens de transport : si le Conseil a apporté son appui aux projets retenus comme prioritaires par la Commission (la France et de l'Italie ayant toutefois formulé des demandes complémentaires), en revanche les positions ont divergé sur la question de l'augmentation de la part communautaire pour le financement des sections transfrontalières des projets prioritaires. Certains pays se sont prononcés pour, mais d'autres ont estimé que les financements doivent provenir d'autres sources (Banque européenne d'investissement, Fonds de cohésion, fonds structurels, péage, etc.). .../..

## European Council of Brussels

♦ The European Council held on 16<sup>th</sup> and 17<sup>th</sup> October 2003 remained very cautious, almost apprehensive.

In its conclusions, it "recalled its support for the approach and timetable put forward by the Presidency" for the Intergovernmental Conference and "invited the ministers to actively continue political level discussions", nevertheless debates and differences on the draft of the Constitutional Treaty seem not to have calmed down. On the economic side, it wishes to see that "some concrete decisions are taken during the Councils of 12<sup>th</sup> and 13<sup>th</sup> December 2003" so as to re-launch growth in Europe "within the context of the Lisbon Strategy. Further, it "is eagerly awaiting a report which the European Employment Task Force [...] is to submit to the Commission and, endorses the proposal for convening a special Social Summit in December which will hold a preliminary debate on the appropriate follow-up to this report" (see bulletin 127). It also called upon the Commission "to reflect on the EU strategy [...] and, together with principal actors of the WTO, to examine the possibility for future progress in the Doha Development Agenda".

♦ According to the recently established tradition, the European Council was preceded by an informal inter-Institutional Summit, bringing together Presidents of the Council, the European Parliament and that of the Commission

## Transports

The **Transport Council** of 9<sup>th</sup> October 2003: made some decisions, particularly on the following points:

- Maritime transport: The Council drew out a joint trend on the regulation proposal, adapting new safety rules of the International Maritime Organisation into Community law. This tendency concerns, the field of application, the information system and the procedure for introducing future amendments in the Community law (comitology and codecision). Concerning the establishment of criminal penalties, and not only civil ones, against natural persons found guilty of maritime pollution (intentional or accidental), a large number of Member States seem to be in favour, but there were still disagreements on the issue of the legal basis: the third pillar of the Union (justice and internal affairs) which calls for decisions to be taken unanimously, or else a framework decision which leaves room for subsidiarity in its implementation.

- the trans-European transport networks: whereas the Council brought forth its support for projects considered by the Commission as being of high priority (France and Italy having, nevertheless, formulated supplementary demands), there were, on the contrary, differences of opinion on the question of the increase in the share of the Community's contribution to the funding of cross-border sections of priority projects. Some countries decided in favour, but others deemed that such funding should come from other sources (European Investment Bank, Cohesion Funds, Structural Funds, toll collections etc.). .../...

- le transport aérien : le Conseil a dégagé des accords politiques sur trois propositions relatives à ♦ la négociation d'accords bilatéraux entre Etats membres et pays tiers : les Etats membres pourront négocier des accords bilatéraux sur la base de clauses standards définies au niveau communautaire et applicables aux nouveaux et aux anciens accords ♦ la protection contre les subventions et les pratiques déloyales des compagnies étrangères : droits compensatoires, restriction des droits d'atterrissage, etc. ♦ les exigences minimales en matière d'assurance pour toutes compagnies et opérateurs volant en Europe.

♦ **Négociation d'un accord aérien "ciel ouvert" avec les Etats-Unis** : La Commission a fait rapport au Conseil transports des résultats de la première phase de négociation qui a eu lieu les 1<sup>er</sup> et 2 octobre derniers à Washington. Elle s'est déclarée optimiste sur les questions relatives aux clauses de propriété et de contrôle des compagnies aériennes, d'une part, de seuil de participation étrangère, d'autre part. En revanche, la question du cabotage (possibilité d'embarquer des passagers entre deux villes d'un même pays) est beaucoup plus sensible pour les Etats-Unis. La prochaine phase de négociation aura lieu à Bruxelles, la semaine du 8 décembre prochain.

♦ **Parlement européen** : Le Parlement s'est à nouveau prononcé, en deuxième lecture (processus de codécision), le 23 octobre dernier, pour l'accélération de l'ouverture à la concurrence du rail européen, national et international : au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2006 pour le fret, et le 1<sup>er</sup> janvier 2008 pour les passagers. Il revient ainsi à la charge, alors que le Conseil transports de mars 2003 n'avait pas suivi la même position qu'il avait prise en janvier précédent. Une procédure de conciliation va être engagée dans les prochaines semaines (voir bulletins 121 et 127).

---

## Consommateurs

Afin de remplacer le Comité des consommateurs, dont le mandat a expiré fin septembre, et de tenir compte de l'adhésion des nouveaux Etats membres en 2004, la Commission a décidé, le 9 octobre dernier, de créer un Groupe européen des consommateurs (GEC). Le GEC comprendra un membre représentant les organisations nationales de consommateurs de chaque Etat membre, et un membre de chaque organisation européenne de consommateurs. Ces organisations devront être non gouvernementales, à but non lucratif, indépendantes de tout intérêt industriel, commercial et économique, et avoir pour principal objectif la promotion et la protection de la santé, de la sécurité et des intérêts des consommateurs de l'Union. Les membres représentants les organisations seront nommés par la Commission sur proposition des organismes nationaux et des associations européennes de consommateurs, pour une durée de trois ans renouvelable une seule fois. Sur proposition de la Commission, des représentants d'organisations dont l'un des objectifs est la promotion des intérêts des consommateurs, pourront être invités. La Commission fixera le calendrier des travaux, présidera les réunions et assurera le secrétariat.

---

**Erratum** : Dans le n° 137 du bulletin, dans le chapitre Télécommunications, lire "25 janvier 2003" et non 2002.

- air transport: The council reached policy agreements on three proposals concerning ♦ negotiations on bilateral agreements between Member States and countries from outside the Union: Member States have the possibility to negotiate bilateral agreements on the basis of standard clauses defined at the Community level and applicable to both new and old agreements ♦ protection against subventions and disloyal practices by foreign companies: compensatory rights, limitations of landing rights, etc. ♦ minimum requirements in matters concerning insurances for all airlines and operators flying in Europe.

♦ **Negotiation for an "Open Sky" air transport agreement with the United States**: the Commission reported to the Transport Council the outcome of the first phase of negotiations which took place on 1<sup>st</sup> and 2<sup>nd</sup> October 2003 in Washington. It expressed optimism on issues concerning, on the one hand, clauses on ownership and control of airlines and, on the other hand, the threshold of foreign participation. On the contrary, the question of cabotage (the possibility to take on passengers between two towns in the same country) is much more sensitive for the United States. The next phase of negotiations will take place in Brussels during the week starting on 8<sup>th</sup> December 2003.

♦ **European parliament**: In its second reading (codecision procedure), on 23<sup>rd</sup> October 2003, the Parliament again expressed its wish for accelerated opening to competition of the European rail, national as well as international, by 1<sup>st</sup> January 2006, at the latest, for freight and by 1<sup>st</sup> January 2008 for passengers. It is thus reassuming responsibilities, whereas the Transport Council which convened in March 2003 had not maintained the same position it had taken in January 2003. A conciliatory procedure will be launched in the coming weeks (see bulletin 121 and 127).

---

## Consumers:

In order to replace the consumers' Committee, whose mandate expired end September and, to take into account the adhesion of new Member States in 2004, on 9<sup>th</sup> October 2003, the Commission decided to create a new body, European Consumer Consultative Group (ECCG). The ECCG will be composed of one representative from National Consumers Organisations of each Member State and one member from each European Consumers' Organisation. These organisations should be non-governmental, non-profit making, free from any industrial, commercial or economic interest and should have as their main objective the promotion and the protection of health, safety and interests of consumers in the Union. Members representing different organisations will be named by the Commission on proposal from national bodies and from European Consumers Associations, for a period of three years, renewable only once. On proposal from the Commission, representatives of organisations whose one of the objectives is the promotion of consumer interests, could also be invited. The Commission shall, set the agenda for the activities, preside over meetings and assure the secretariat.

---

**Erratum** : In bulletin n° 137, in the Telecommunications chapter, the date should be "25 January 2003" and not 2002.

**NOUVELLES-NEWS-EUROPE** est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 43 71 20 28. E-mail : <celsig@celsig.org> [www.celsig.org](http://www.celsig.org) Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et *and* Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 €. *Subscription for 1 year: € 100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.